



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

construction

Question écrite n° 45038

Texte de la question

M. Jean-Claude Guibal attire l'attention de M. le secrétaire d'État au logement sur la législation en matière de sécurité des piscines. En effet, le décret d'application n° 2004-499 du 7 juin 2004 précise que les piscines louées dans des locations saisonnières doivent, depuis le 1er mai 2004, être équipées d'un système de sécurité conforme aux dispositifs prévus par les normes AFNOR. Or, les fabricants ne sont pas en mesure aujourd'hui de répondre à la demande des professionnels : les quatre normes relatives aux équipements de protection des piscines publiées par l'AFNOR en décembre 2003 étaient encore en révision courant mai dernier, date d'entrée en vigueur des textes. Dans les copropriétés, les syndic interdisent d'ores et déjà la baignade aux locataires saisonniers en attendant que le choix d'un dispositif de sécurité par l'assemblée générale des copropriétaires permette la mise aux normes des piscines. En conséquence, les professionnels de la location saisonnière se voient contraints de rompre les contrats de location. A l'évidence, la mise en oeuvre de ces textes s'avère impossible dans les délais impartis et compromet un secteur important de l'activité touristique française. Il lui demande donc s'il envisage, dans ce cas précis, de reporter au 1er mai 2005 la date d'entrée en vigueur de la loi.

Texte de la réponse

Le risque de noyade des jeunes enfants dans les piscines privées est un sujet grave. Chaque année, des accidents sont à déplorer, c'est pourquoi tout doit être fait pour en prévenir l'occurrence, surtout lorsque la prévention de ces accidents peut être obtenue grâce à des aménagements matériels. La loi du 3 janvier 2003 prévoit l'obligation de sécuriser les piscines privées avant le 1er janvier 2006. Les propriétaires pouvaient donc effectuer les travaux dans un délai de près de trois ans à compter de la publication de la loi. Il a semblé souhaitable d'avancer cette date au 1er janvier 2004 pour les locations saisonnières, afin de tenir compte des risques supplémentaires liés, notamment, à l'utilisation des piscines par des personnes peu familières de ces équipements. Bien que la procédure de définition des normes ait été particulièrement rapide à la suite du vote de la loi, puisque celles-ci ont été publiées mi-décembre 2003, il est apparu nécessaire de laisser aux propriétaires un délai supplémentaire de quatre mois pour effectuer les travaux et un nouveau délai a été fixé par le législateur au 1er mai 2004. Des propriétaires, qui n'ont pas procédé aux travaux et s'apprêtent à mettre en location, ont fait part de leurs préoccupations. En effet bien qu'ils existent sur le marché, il semble que certains propriétaires ont éprouvé de réelles difficultés pour se procurer des dispositifs conformes aux normes. Pour remédier aux difficultés que ces propriétaires rencontrent et leur permettre d'effectuer les travaux de la mise en sécurité de leurs bassins dans les meilleures conditions possibles, le décret du 31 décembre 2003 pris en application de la loi a été modifié par un décret du 7 juin 2004. Désormais les propriétaires de piscines ont la possibilité d'installer ou de réaliser des dispositifs répondant aux critères de sécurité prévus par le décret, sans nécessairement opter pour des dispositifs normalisés. De même les dispositifs installés avant la parution du décret peuvent être validés s'ils en respectent les exigences de sécurité. Dans ces conditions, et afin d'assurer, le plus rapidement possible, la sécurité des jeunes enfants, il n'est pas prévu de repousser les dates de mise en application de la loi du 3 janvier 2003 relative à la sécurité des piscines. Les quatre normes parues en

décembre 2003 ont, elles aussi, été modifiées en mai dernier afin de permettre le développement d'un plus grand nombre de dispositifs sur le marché. Concernant la certification des produits, il est rappelé qu'il s'agit d'une démarche totalement volontaire, la mise sur le marché de produits conformes aux normes se faisant sous la responsabilité des fabricants.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Guibal](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 45038

Rubrique : Bâtiment et travaux publics

Ministère interrogé : logement

Ministère attributaire : logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 août 2004, page 5970

Réponse publiée le : 28 septembre 2004, page 7614